

“Des milliers de citoyens sont prêts à rebondir au parc Maximilien”

Entretien Annick Hovine et Bosco d'Otreppe

Depuis septembre, la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés organise l'hébergement des migrants de passage à Bruxelles. Comment cette mobilisation citoyenne sans précédent va-t-elle se poursuivre ? Les réponses de Mehdi Kassou, porte-parole.

Depuis deux semaines, les bénévoles ont du mal à vider le parc Maximilien. Le mouvement s'essouffle ?

Non. Même s'il y a une fatigue psychologique chez les hébergeurs et physique chez les chauffeurs, nous continuons chaque jour à recevoir de nouvelles propositions d'accueil. Pour beaucoup de familles, l'hébergement d'urgence s'est converti en accompagnement de longue durée.

Mais comment expliquer qu'il reste parfois 10, 20 ou 30 migrants sans toit pour la nuit ?

Dans le public qu'on absorbe, il y a 50 à 60 personnes qui ne sont pas des migrants mais des SDF, des sans-papiers, des personnes avec des problèmes psychiatriques... Ils débarquent au parc Maximilien parce qu'on est en première ligne. Ce phénomène s'est accentué depuis la fin du dispositif hiver bruxellois le 31 mars. Hier soir, un quart des 200 lits de la Porte d'Ulysse étaient occupés par des personnes dans une situation sociale différente de celle des migrants. Quand on sait qu'on quitte le Parc en laissant des gars derrière, c'est très frustrant.

N'est-ce pas au politique d'assumer ces rôles ?

On est en pleine réflexion : va-t-on aujourd'hui structurer ce qu'on a mis sur pied dans l'urgence et remplacer définitivement le gouvernement dans son rôle ? On se demande très sérieusement si on va envisager une suite au dispositif de la Porte d'Ulysse après le 1^{er} mai. La Ville de Bruxelles, avec qui on avait négocié une convention pour louer le bâtiment jusqu'au 30 avril, est d'accord de continuer si on souhaite maintenir le dispositif en vie.

La Porte d'Ulysse accueillera ses derniers invités la nuit du 26 avril. Y aura-t-il une suite ?

La vraie question, c'est celle-ci : réclame-t-on des moyens pour organiser un accueil de nuit après le 1^{er} mai ou tire-t-on notre révérence comme le fait l'ensemble du secteur de l'aide aux plus vulnérables

une fois l'hiver passé ? Et on recommencerait à faire ce qu'on faisait avant l'hébergement : distribuer des sacs de couchage, des vêtements...

Que faudrait-il pour prolonger un dispositif de ce type ?

Si on veut le maintenir, il faut qu'on ait les moyens de mettre en place des équipes complètes, formées et rémunérées et des moyens pour assurer le minimum d'approvisionnement en eau et en denrées non périssables, les urgences médicales et les transports. Aujourd'hui, on a dépassé la barre des 20 000 nuitées en dépendant des dons. Ce laboratoire nécessite des moyens énormes : il faut 150 bénévoles pour faire tourner la machine pendant une semaine ! Il y a 200 repas à préparer par jour, autant de lits... Tout est pris en charge par des citoyens. C'est littéralement miraculeux d'être passé à travers l'hiver comme ça. Il n'y a eu qu'une quinzaine d'incidents mineurs – c'est important de le préciser. Ils sont souvent liés à des problèmes d'alcool, de drogue, de violence... et provoqués par des personnes qui ne trouvent pas de places dans les autres dispositifs et veulent bénéficier de l'accueil chez nous.

Et l'hébergement en famille ? Va-t-il se poursuivre ?

La réflexion est différente. On ne peut plus, nous, bénévoles, continuer à se relayer tous les soirs comme on le fait depuis 8 mois. C'est intenable. Il y a une fatigue physique mais surtout un épuisement émotionnel. Il faut qu'on sorte du parc Maximilien et qu'on ne soit plus dans un mécanisme d'urgence tous les soirs entre 20h et une heure du matin. On ne peut pas maintenir l'action sous cette forme-là.

Comment alors ?

Il faudrait le faire de manière plus organisée. On pourrait passer par une identification des familles qui souhaitent continuer l'hébergement avec les migrants les plus vulnérables : les femmes et les mineurs. On pourrait alors orienter les migrants qui seraient eux identifiés via le hub humanitaire, à la gare du Nord, vers les familles. On pourrait aussi, en amont, constituer une base de données d'hébergeurs qui accepteraient de travailler dans l'urgence et vers qui on pourrait diriger les migrants qu'on a repérés à l'issue d'une maraude. Tout cela reste très hypothétique. Notre force reste l'adaptation à la réalité du terrain. Le besoin fera notre

action. Nous avons des milliers de citoyens bénévoles prêts à rebondir s'il le faut.

Combien de migrants pourraient ainsi être pris en charge ?

Si on poursuit avec un dispositif similaire à la Porte d'Ulysse avec 250 places et qu'on place 50 femmes et mineurs en famille, on hébergerait tous les jours 300 personnes.

Ce qui veut dire que 200 gars resteraient chaque soir sur le carreau ?

Nous, bande d'amateurs citoyens, avons fait tout ce qu'on pouvait en espérant faire changer les choses. Après huit mois, il n'y a pas de solution. S'il reste 200 personnes à la rue, les moins fragilisées, le gouvernement les verra, les entendra et réalisera qu'elles existent. Aujourd'hui, le fait est qu'on cache le problème en hébergeant tous les jours 500 à 600 personnes. Theo Francken a raison de dire qu'il n'y a personne au parc Maximilien. De là à dire qu'il ne s'y passe rien, c'est autre chose. Il ne faut pas que notre mobilisation invisibilise le problème et permette au gouvernement de se reposer sur notre action.

Sacs de couchage

Nouveau challenge. La Porte d'Ulysse, le centre d'hébergement géré par la Plateforme citoyenne qui a ouvert ses portes en décembre 2017 accueillera ses derniers invités la nuit du vendredi 27 avril au samedi 28 avril. Dans l'attente d'un éventuel dispositif qui prendrait le relais (lire ci-dessous), plus de 200 personnes risquent de ne pas trouver un toit ce soir-là. D'où le nouveau challenge lancé au cours du week-end par la Plateforme : récolter 250 sacs de couchage à distribuer aux migrants.

Migrants

- Depuis septembre, des familles belges hébergent les migrants de passage à Bruxelles.
- Après 8 mois, il n'y a toujours pas de solution politique.
- Les bénévoles vont quitter le parc Maximilien. La mobilisation reste intacte mais elle va changer de forme

“Rejoindre un parti ne m'intéresse pas”

Les échéances électorales sont là : l'action de la Plateforme pourrait-elle être utilisée par certains partis ?

Si les partis de l'opposition veulent vraiment se montrer proches du citoyen et participer à la réalité sociale qui est celle de la Plateforme, je crois que oui. Aujourd'hui, et c'est une belle victoire de la Plateforme, la politique migratoire est au cœur du débat. Il y a quatre ans, jamais on n'aurait imaginé un parti s'afficher pro-migrants. En plus, j'ai vraiment le sentiment que la Plateforme a réussi à boucher ce fossé virtuel entre les gens de gauche et les gens de droite, les riches et les pauvres, les intellectuels et les personnes moins éduquées...

Je pense même qu'une partie du MR doit trembler : c'est dans le Brabant wallon qu'il y a le plus

d'hébergeurs, qui sont privilégiés socialement et économiquement... Je serais curieux de faire un sondage dans cette région pour savoir si leur action au sein de la Plateforme a modifié leurs opinions politiques. Pour le MR, notre mouvement pourrait être une porte de sortie.

Ça dépend comment ils envisagent l'avenir, mais politiquement ce ne serait pas idiot de laisser très à droite les Destexhe et

autres et de se recentrer sur un libéralisme qui revienne aux vraies valeurs du libéralisme.

Des bénévoles ont-ils été approchés par des partis en prévision des élections ?

Probablement... Mais aucun de nos coordinateurs et de nos administrateurs membres de l'ASBL ne peut faire de la politique. Sinon, c'est la fin immédiate de son mandat. On dit que la Plateforme est apolitique, parce que c'est plus facile à faire comprendre, mais

elle est en fait non partisane. Ce qu'on fait est évidemment éminemment politique, mais le débat ne doit pas être politisé.

Etes-vous personnellement tenté d'entrer en politique ?
Pas pour l'instant. J'aurais d'ailleurs beaucoup de mal à choisir une couleur. Je serais plus tenté d'utiliser cette forte mobilisation pour faire du lobbying. Donc, la politique, pas tout de suite. Peut-être dans cinq ans ou dans dix ans. Peut-être...

Et créer un parti ?
Quand on s'intéresse à la politique et qu'on est un idéaliste comme moi, la politique partisane n'apparaît pas comme très intéressante.

100 000

Nuitées offertes

Depuis huit mois, des familles belges hébergent des "amigrants".

Epinglé

Un événement festif le 1^{er} mai, entre sitting et pique-nique

Message sibyllin. La semaine dernière, Mehdi Kassou a posté un message sibyllin sur la page Facebook de la Plateforme citoyenne : "Bloquez votre 1^{er} Mai :) Enfants et compagnons acceptés. Pour le reste, surprise :)" Il lève un coin du voile. "On voudrait rassembler tous les hébergeurs, chauffeurs et sympathisants dans un lieu symbolique et partager un moment ensemble. Pour se rappeler qu'à la base, ce sont des citoyens qui ont pris les choses en main. Ce n'est pas une manifestation. On a opté pour une formule "sit-nic", entre sitting et pique-nique. On va juste se retrouver quelque part, s'installer, casser la croûte, peut-être faire un barbecue, mettre un peu de musique et jouer au foot."

Nouveaux projets. La Plateforme convoquera la presse pour faire un état des lieux de ce qui a été réalisé (nombre d'hébergements, d'interpellations, de motions contre les visites domiciliaires, de logements collectifs...) et présenter les nouveaux projets. "On veut rappeler que près de 5000 familles se sont relayées pendant 8 mois dans toute la Belgique pour accueillir des migrants. Avec l'aide de chauffeurs, de groupes locaux de soutien alimentaire et d'autres initiatives pour récolter des vêtements, des téléphones..."

Citoyens et ONG. La Plateforme compte aujourd'hui plus de 40 000 membres. Au total, plus de 100 000 nuitées ont déjà été offertes par les familles et la Porte d'Ulysse, précise le porte-parole de cette chaîne de solidarité. Grâce à cette mobilisation, les migrants sont aujourd'hui suivis et accompagnés. "On a réussi à fédérer au niveau citoyen mais aussi au niveau des ONG : Médecins du Monde, Médecins sans frontières, Oxfam, la Croix-Rouge, le Ciré... L'ensemble de la société civile s'est serré les coudes", se réjouit Mehdi Kassou.